

de précédent, sont faites aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés.

Est compris dans la classe des effractions intérieures, le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et cordé, et autres meubles fermés, qui contiennent des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu.

ART. 397.

Est qualifiée *escalade*, toute entrée dans les maisons, bâtimens, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture.

L'entrée par une ouverture souterraine, autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée, est une circonstance de même gravité que l'escalade.—P. 322, 329, 381, 384.

ART. 398.

Sont qualifiés *fausses clefs*, tous crochets, rossignols, passe-partouts, clefs imitées, contrefaites, altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures, cadenas, ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employés.—P. 381, 384, 399.

ART. 399.

Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans, et à une amende de vingt-cinq francs à cent cinquante francs.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s.—I. Cr. 179.]

Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni de la réclusion.—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47.

Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime.—P. 59 s.

ART. 400.

Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s.

Le saisi qui aura détruit, détourné ou tenté de détourner des objets saisis sur lui et confiés à sa garde, sera puni des peines portées en l'article 406.

dos en el artículo anterior, se han hecho en las puertas ó cercados del interior, así como en los roperos ú otros muebles cerrados.

Se comprenderá en la clase de las fracturas interiores, el simple robo de cajas, botes, tercios arpillados con lienzo y cuerdas, y otros muebles cerrados que contengan cualesquiera efectos, aunque la fractura no se haya hecho en el mismo lugar.

ART. 397.

Se calificará de *escalamiento*, toda entrada en las casas, fábricas, patios, corrales, edificios de cualquiera clase que sean, jardines, parques y cercados, ejecutado por encima de las paredes, puertas, techumbres ó de cualquiera otro cercado.

El entrar por una abertura subterránea, diversa de la que se haya hecho para servir de entrada, es una circunstancia tan grave como el escalamiento.—P. 322, 329, 381, 384.

ART. 398.

Se calificarán de *llaves falsas*, toda clase de ganchos, gánzuas, llaves maestras, llaves imitadas, contrahechas, adulteradas, ó que no hayan sido destinadas por el propietario, locatario, hostelero ó huésped, para las chapas, candados ó para toda clase de cerraduras, para las cuales las haya empleado el culpable.—P. 381, 384, 399.

ART. 399.

Cualquiera que haya contrahecho ó adulterado llaves, será condenado á una prision de tres meses á dos años y á una multa de veinticinco á ciento cincuenta francos.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s.—I. Cr. 179.

Si el culpable fuere un cerrajero de profesion, será castigado con la reclusion.—P. 7 6°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47.

Todo sin perjuicio de penas mas graves, si ha lugar, en caso de complicitad de crimen.—P. 59 y s.

ART. 400.

Cualquiera que haya obtenido por fuerza, violencia ó apremio, la firma ó la entrega de un escrito, de un auto, de un título ó documento cualquiera, que contenga ó constituya obligacion, disposicion ó descargo, será castigado con la pena de trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s.

El embargado que hubiere destruido, estraviado ó intentado estraviar objetos que se le hayan secuestrado en su persona y confiado á su cuidado, será castigado con las penas señaladas en el artículo 406.

Il sera puni des peines portées en l'article 401, si la garde des objets saisis et par lui détruits ou détournés avait été confiée à un tiers.

Celui qui aura recélé sciemment les objets détournés, le conjoint, les ascendans et descendans du saisi qui l'auront aidé dans la destruction ou le détournement de ces objets, seront punis d'une peine égale à celle qu'il aura encourue (212).—P. 59 s., 62, 63.

ART. 401.

Les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de seize francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Les coupables pourront encore être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années (213).—P. 3, 9 1° 3°, 11, 40 s., 44 s., 52 s.—I. Cr. 179.

SECTION II.

BANQUEROUTES, ESCROQUERIES, ET AUTRES ESPÈCES DE FRAUDE.

§ I.—Banqueroute et Escroquerie.

ART. 402.

Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, seront punis ainsi qu'il suit:

Les banqueroutiers frauduleux seront punis de la peine des travaux forcés à temps.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s.—Co. 591 s.

Les banqueroutiers simples seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus (214).—P. 9 1°, 40 s., 403.—Co. 584 s.—I. Cr. 179.

ART. 403.

Ceux qui, conformément au Code de commerce, seront déclarés complices de banqueroute frauduleuse, seront punis de la même peine que les banqueroutiers frauduleux (215).—P. 402.—Co. 593 s.

ART. 404.

Les agens de change et courtiers qui auront fait

Será castigado con las penas señaladas en el artículo 401, si la guarda de los objetos embargados, destruidos ó estraviados por él, se hubieren confiado á un tercero.

El que hubiere receptado á sabiendas los objetos estraviados, el consorte, los ascendientes y descendientes del embargado, que le hubieren ayudado en la destruccion ó en el estravio de dichos objetos, se castigarán con una pena igual á la en que aquel haya incurrido (212).—P. 59 y s., 62, 63.

ART. 401.

Los demas robos no especificados en la presente seccion, los hurtos y raterías, así como los conatos de estos mismos delitos, se castigarán con una prision de un año por lo menos y cinco á lo mas, y aun podrán serlo tambien con una multa de diez y seis francos á lo menos y de quinientos á lo mas.

Los delincuentes podrán tambien ser privados de los derechos mencionados en el artículo 42 del presente Código, durante cinco años por lo menos y diez á lo mas, contados desde el dia en que hayan sufrido la pena.

Tambien podrán consignarse, por el fallo ó la sentencia, á la vigilancia de la alta policia, durante el mismo número de años (213).—P. 3, 9 1° 3°, 11, 40 y s., 44 y s., 52 y s.—I. Cr. 179.

SECCION II.

BANCARROTA, ESTAFAS Y OTRAS ESPECIES DE FRAUDE.

§ I.—Bancarrotta y Estafa.

ART. 402.

Los que en los casos previstos por el Código de comercio, sean declarados reos de bancarrota, serán castigados de la manera que sigue:

Los fallidos fraudulentos, se castigarán con la pena de trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s.—Co. 591 y s.

Los simplemente fallidos, se castigarán con una prision que no exceda de un mes por lo menos y de dos años á lo mas (214).—P. 9 1°, 40 y s., 403.—Co. 584 y s.—I. Cr. 179.

ART. 403.

Los que conforme al Código de comercio, sean declarados cómplices de bancarrota fraudulenta, se castigarán con la misma pena que á los fallidos fraudulentos (215).—P. 402.—Co. 593 y s.

ART. 404.

Los agentes de cambio y corredores fallidos, se-

faillite seront punis de la peine des travaux forcés à temps; s'ils sont convaincus de banqueroute frauduleuse, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.—P. 7 2º 4º, 15, 16, 18, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s.—Co. 74 s., 89.

ART. 405.

Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cinquante francs au moins et trois mille francs au plus.

Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code: le tout, sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux (216).—P. 9 1º 3º, 40 s., 52., 145-165.

§ II.—Abus de confiance.

ART. 406.

Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dues aux parties lésées, ni être moindre de vingt-cinq francs.

La disposition portée au second paragraphe du précédent article, pourra de plus être appliquée.—P. 9 1º 3º, 40 s., 42, 52 s., 405.

ART. 407.

Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la for-

rán castigados con la pena de trabajos forzados por tiempo: si fueren convencidos de bancarrota fraudulenta, la pena será la de trabajos forzados perpetuos.—P. 7 2º 4º, 15, 16, 18, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47 70 y s.—Co. 74 y s., 89.

ART. 405.

Cualquiera que, ya haciendo uso de nombres falsos ó de cualidades supuestas, ó ya empleando maniobras fraudulentas para persuadir la existencia de empresas falsas, de un poder ó de un crédito imaginario, ó para suscitar la esperanza ó el temor de un suceso, de un accidente ó de cualquiera otro acontecimiento imaginario, se haya hecho dar ó expedir fondos, muebles, obligaciones, disposiciones, billetes, promesas, finiquitos ó descargos y que haya por uno de estos medios, estafado ó pretendido estafar el total ó parte de la fortuna de otro, se castigará con una prision de un año por lo menos y de cinco á lo mas, y con una multa de cincuenta francos por lo menos y de tres mil cuando mas.

El culpable podrá ser, además, interdicto durante cinco años por lo menos y diez á lo mas, contados desde el dia en que haya sufrido la pena, de los derechos mencionados en el artículo 42 del presente Código: todo esto, salvo las penas mas graves si hubiere crimen de falsificacion (216).—P. 9 1º 3º, 40 y s., 52 y s., 145-165.

§ II.—Abuso de confianza.

ART. 406.

Cualquiera que haya abusado de las necesidades, de las debilidades ó de las pasiones de un menor, para hacerle suscribir en perjuicio suyo obligaciones, finiquitos ó descargos, por préstamos de dinero, cosas moviliarias ó efectos de comercio, ó cualesquiera otros créditos obligatorios, bajo cualquiera forma en que este negocio haya sido hecho ó disfrazado, será castigado con prision de dos meses por lo menos y de dos años á lo mas, y con una multa que no podrá exceder de la cuarta parte de las restituciones y de daños y perjuicios que se deban á las partes perjudicadas, ni ser menor de veinte y cinco francos.

Se podrá aplicar además, la disposicion contenida en el segundo párrafo del artículo anterior.—P. 9 1º 3º, 40 y s., 42, 52 y s., 405.

ART. 407.

Cualquiera que abusando de una firma en blanco que se le haya confiado, escriba antes de ella fraudulentamente una obligacion ó descargo, ó cualquiera otro documento que pueda comprome-

tune du signataire, sera puni des peines portées en l'article 405.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel.—P. 145-151.

ART. 408.

Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406.

Si l'abus de confiance prévu et puni par le précédent paragraphe a été commis par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera celle de la réclusion.—P. 7 6º, 21 s., 28 s., 34, 36, 47.

Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics (217).

ART. 409.

Quiconque, après avoir produit, dans une contestation judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de vingt-cinq francs à trois cents francs.

Cette peine sera prononcée par le tribunal saisi de la contestation.—P. 9 3º, 52 s.

§ III.—Contraventions aux réglemens sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêt sur gage.

ART. 410.

Ceux qui auront tenu une maison de jeu de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi (*), tous administrateurs, préposés ou agens de ces établissemens, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent francs à six mille francs.

ter á la persona ó la fortuna del signatario, se castigará con las penas contenidas en el artículo 405.

En el caso de que la firma en blanco no se le haya confiado, será castigado como falsario y sufrirá la pena de tal.—P. 145-151.

ART. 408.

Cualquiera que haya estraviado ó dissipado con perjuicio de los propietarios, poseedores, ó detentadores, créditos, dinero, mercancías, billetes, liquidaciones ó cualesquiera otros escritos, que contengan ó importen obligacion ó descargo, que no se le hayan entregado sino en calidad de prenda, de depósito, de orden ó por un trabajo asalariado ó sin salario, con cargo de devolverlos ó presentarlos, ó de hacer un uso de ellos determinado, ó darles un destino señalado, se castigará con las penas indicadas en el artículo 406.

Si el abuso de confianza previsto y castigado por el párrafo anterior, se ha cometido por un criado, hombre que está sirviendo por salario, educando, escribiente, dependiente, operario, oficial ó aprendiz, con perjuicio de su superior, la pena será la de reclusion.—P. 7 6º, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47.

Todo esto sin perjuicio de lo que queda dicho en los artículos 254, 255 y 256, con relacion á las sustracciones y robos de dinero, créditos ó documentos, perpetrados en los depósitos públicos (217).

ART. 409.

Cualquiera que despues de haber presentado en una contienda judicial, algun título, documento ó memoria, lo haya sustraído de cualquiera manera que sea, se castigará con una multa de veinticinco á trescientos francos.

Esta pena será pronunciada por el tribunal que conozca del juicio.—P. 9 3º, 52 y s.

§ III.—Contravenciones á los reglamentos sobre las casas de juego, loterías y casas de empeño.

ART. 410.

Los que hayan tenido una casa de juego de azar, y hubieren admitido en ella al público, ya espontáneamente ó ya por la presentacion de los interesados ó afiliados; los banqueros de esta casa, todos los que hubieren establecido ó tenido loterías no autorizadas por la ley (*), todos los administradores, comisionados ó agentes de estos establecimientos, serán castigados con prision de dos meses por lo menos y de seis á lo mas, y con una multa de cien á seis mil francos.

Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instrumens, utensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés (218).—P. 9 1° 3°, 11, 40 s., 52 s., 475 5°, 477.—I. Cr. 179.

ART. 411.

Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissement, sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux réglemens, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs à deux mille francs.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s.—C. 2084 et la note.—I. Cr. 179.

§ IV.—Entraves apportées à la liberté des Enchères.

ART. 412.

Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs au moins et de cinq mille francs au plus.

La même peine aura lieu contre ceux qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs (219).—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 59 60.—I. Cr. 179.

§ V.—Violation des Réglemens relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.

ART. 413.

Toute violation des réglemens d'administration

Además, los culpables podrán ser interdictos, durante cinco años por lo menos y diez á lo mas, de los derechos mencionados en el artículo 42 del presente Código, cuya duracion se comenzará á contar desde el dia en que hayan sufrido su pena.

Se confiscarán todos los fondos ó créditos que se encontraren espuestos al juego, ó puestos á la lotería; los utensilios, instrumentos y aparatos empleados ó destinados al servicio de los juegos ó de las loterías; los muebles y demás efectos de ajuar con que esten adornados ó amueblados los locales (218).—P. 9 1° 3°, 11, 40 y s., 52 y s., 475 5°, 477.—I. Cr. 179.

ART. 411.

Los que hayan establecido ó tenido casa de préstamo sobre prendas, ó de empeño, sin autorizacion legal, ó que teniendo autorizacion no hayan llevado un registro conforme á los reglamentos, que contenga sin interrupcion, sin ningun blanco ni entrecrilonadura, las cantidades ó los objetos prestados; los nombres, domicilio y profesion de los que piden prestado; la clase, calidad y valor de los objetos dados en prenda, se castigarán con una prision de quince dias por lo menos y tres meses á lo mas, y con una multa de cien á dos mil francos.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s.—C. 2084 y la nota.—I. Cr. 179.

§ IV.—Travas puestas á la libertad de la subasta.

ART. 412.

Los que en las adjudicaciones de la propiedad, del usufructo ó de la locacion de las cosas muebles ó inmuebles, de una empresa, abastos, explotacion ó de un servicio cualquiera, hayan entorpecido ó interrumpido la libertad de las pujas ó de las propuestas, con vías de hecho, violencias ó amenazas, ya antes ó ya durante las pujas ó las propuestas, serán castigados con prision de quince dias por lo menos y de tres meses á lo mas, y con una multa de cien francos por lo menos y de cinco mil á lo mas.

La misma pena se impondrá á los que por obsequios ó por promesas, hayan hecho retirar á los pujadores (219).—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 59, 60.—I. Cr. 179.

§ V.—Violacion de los Reglamentos relativos á las manufacturas, al comercio y á las artes.

ART. 413.

Toda violacion de los reglamentos de adminis-

tracion pública, relativos á los productos de las manufacturas francesas que se esportaren para el extranjero, y que tengan por objeto garantizar la buena calidad, naturaleza y dimensiones de la fabricacion, será castigado con una multa de doscientos francos por lo menos, de tres mil á lo mas y con la confiscacion de las mercancías. Estas dos penas podrán pronunciarse colectiva ó separadamente, segun las circunstancias (220).—P. 9 3°, 11, 52 s.—I. Cr. 179.

ART. 414.

Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours á un mois, et d'une amende de deux cents francs á trois mille francs (221).—Modifié, COMPL. L. 27 nov. 1849.

ART. 415.

Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, encherir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans (222).—Modifié, COMPL. L. 27 nov. 1849.

ART. 416.

Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions, ou toutes proscriptions sous le nom de *damnations* et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres.

Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.—Modifié, COMPL. L. 27 nov. 1849.

ART. 417.

Quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger, des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, sera puni d'un emprisonnement de six

tracion pública, relativos á los productos de las manufacturas francesas que se esportaren para el extranjero, y que tengan por objeto garantizar la buena calidad, naturaleza y dimensiones de la fabricacion, será castigado con una multa de doscientos francos por lo menos, de tres mil á lo mas y con la confiscacion de las mercancías. Estas dos penas podrán pronunciarse colectiva ó separadamente, segun las circunstancias (220).—P. 9 3°, 11, 52 y s.—I. Cr. 179.

ART. 414.

Toda coalicion entre los que dan en que trabajar á algunos operarios, que tienda á forzar injusta y abusivamente la baja de salarios, seguida de una tentativa ó de un principio de ejecucion, será castigada con una prision de seis dias á un mes, y con una multa de doscientos á tres mil francos (221).—Modificado, COMPL. L. de 27 de Noviembre de 1849.

ART. 415.

Toda coalicion por parte de los operarios para dejar de trabajar á un mismo tiempo, interrumpir el trabajo en un taller, impedir que se vaya á él y permanecer allí antes ó despues de ciertas horas, y en general, para suspender, impedir y encarecer los trabajos, si ha habido tentativa ó principio de ejecucion, se castigará con prision de un mes por lo menos y de tres á lo mas.

Los gefes ó motores serán castigados con una prision de dos á cinco años (222).—Modificado, COMPL. L. de 27 de Noviembre de 1849.

ART. 416.

Se castigarán tambien con la pena señalada en el artículo anterior, y segun las mismas distinciones, á los operarios que hayan impuesto multas, prohibiciones, interdicciones ó bien toda clase de proscripciones, bajo el nombre de *condenas*, y bajo cualquiera calificacion sea la que fuere, ya contra los directores de talleres y empresarios de obras, ó ya unos contra otros.

En el caso del presente artículo y en el del anterior, los gefes ó motores del delito, podrán ser puestos, despues de la espiracion de su condena, bajo la vigilancia de la alta policia, durante dos años á lo menos y cinco á lo mas.—Modificado, COMPL. L. de 27 de Noviembre de 1849.

ART. 417.

Cualquiera que con la mira de perjudicar la industria francesa, haya hecho pasar á pais extranjero, directores, dependientes ú operarios de un establecimiento, se castigará con prision de seis